

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ETAP-SANTE

EDUCATION THERAPEUTIQUE APPUI PARCOURS

Association Loi 1901

Siège social : 2 Bis, rue D'Emmerez de Charmoy
97490 SAINTE-CLOTILDE

SIRET / APE : 909 483 745 00016 / 94.99Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ETAP-SANTE

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ETAP-SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changements comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers à compter du 1^{er} janvier 2025.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 10 juin 2026

C2A, Commissaire aux Comptes



Sébastien ROBERT, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
	Frais d'établissement (I)				
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement			
		Frais de recherche et développement			
		Frais de développement			
		Donations temporaires d'usufruit			
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	13 085	13 085	43
		Immobilisations incorporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			
		Autres immobilisations incorporelles			
		TOTAL	13 085	13 085	43
	Immobilisations corporelles	Terrains			
		Constructions			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	212 041	168 823	43 218
		Immobilisations corporelles en cours			
		Avances et acomptes			
		Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes			
		Autres immobilisations incorporelles			
		TOTAL	212 041	168 823	43 218
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées			2 000
		Participations	2 500	2 500	
		Créances rattachées à des participations			
		Autres titres immobilisés	1 710	1 710	1 710
		Prêts			
		Autres immobilisations financières	29 093	29 093	33 728
		TOTAL	33 303	33 303	37 438
	Total (II)		258 430	181 908	76 521
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 837	2 837	3 860
		Créances reçues par legs ou donations			
		Autres créances	317 095	317 095	234 409
		Charges constatées d'avance	13 757	13 757	
		TOTAL	333 689	333 689	238 270
	Divers	Valeurs mobilières de placement			
		Instruments de trésorerie			
		Instruments financiers à terme et jetons détenus			
		Disponibilités	2 205 265	2 205 265	2 377 102
		Charges constatées d'avance			28 255
	Total (III)		2 538 955	2 538 955	2 643 627
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		2 797 385	181 908	2 615 477	2 742 127
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	142 464	142 464
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	76 656	80 606
	Excédent ou déficit de l'exercice	-744	-126 949
	Situation nette (sous-total)	218 377	96 121
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total (I)		218 377	96 121
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 787 841	157 133
Total (II)		1 787 841	157 133
Provisions	Provisions pour risques		214 180
	Provisions pour charges		
Total (III)			214 180
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		4
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	221 159	503 487
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	388 098	1 771 140
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		60
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total (IV)		609 257	2 274 692
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		2 615 477	2 742 127
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	810	960
	Ventes de biens et services	30 194	
	Ventes de biens <i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service <i>dont parrainages</i>	1 560	37 869
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 251 024	3 783 361
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public <i>Dons manuels</i> <i>Mécénats</i> <i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		53 738
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	227 009	
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	888	
	Utilisations des fonds dédiés	142 582	181 903
	Autres produits	33 853	46 525
Total des produits d'exploitation (I)		4 687 922	4 104 358
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 095 450	1 265 295
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	78 561	80 506
	Salaires et traitements		1 912 729
	Salaires	1 894 860	
	Charges sociales		751 843
	Cotisations sociales	732 267	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20 636	27 079
	Dotations aux provisions		23 735
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	11 273	
	Reports en fonds dédiés	588 255	
	Autres charges	272 756	170 879
Total des charges d'exploitation (II)		4 694 063	4 232 070
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-6 140	-127 711

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	581	787
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Reprises sur dépréciations et provisions	4 815	
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (III)		5 396	787
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières (IV)			
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		5 396	787
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-744	-126 924
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (V)			
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		25
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles (VI)			25
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			-25
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)		4 693 318	4 105 145
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 694 063	4 232 095
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-744	-126 949
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

1 Descriptions de l'entité

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 du Règlement ANC 2018-06

1. Objet social

L'organisme à but non lucratif ETAP-SANTE est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, créée le 14 décembre 2021 et enregistrée sous le numéro W9R1009928.

L'organisme à but non lucratif ETAP-SANTE émane de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et la transformation du système de santé qui prévoit que les dispositifs existants de coordination et d'appui aux professionnels (réseaux de santé territoriaux, MAIA, Plateforme Territoriale d'Appui) intègrent, au plus tard le 24 juillet 2022, un dispositif régional unique d'appui à la coordination du parcours complexe (DAC).

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

A la Réunion, les réseaux .et l'équipe opérationnelle de la PTA ont engagé une réflexion début d'année 2021 autour de l'intégration au sein du DAC de La Réunion.

Les textes réglementaires prévoient que le Dispositif d'Appui à la Coordination des parcours de santé complexes :

1° Assure la réponse globale aux demandes d'appui des professionnels qui comprend notamment l'accueil, l'analyse de la situation de la personne, l'orientation et la mise en relation, l'accès aux ressources spécialisées, le suivi et l'accompagnement renforcé des situations, ainsi que la planification des prises en charge. Cette mission est réalisée en lien avec le médecin traitant, et les autres professionnels concernés ;

2° Contribue avec d'autres acteurs et de façon coordonnée à la réponse aux besoins des personnes et de leurs aidants en matière d'accueil, de repérage des situations à risque, d'information, de conseils, d'orientation, de mise en relation et d'accompagnement ;

3° Participe à la coordination territoriale qui concourt à la structuration des parcours de santé. Les DAC devront avoir un système d'information unique partagé entre tous les professionnels intervenant dans le dispositif.

Au regard des missions attendues du DAC et des missions actuellement assurées par les composantes, il a été décidé que doivent fusionner au sein du DAC :

- l'équipe opérationnelle de la PTA,
- les MAIA,
- le réseau Réucare,
- Le réseau RP974.

Conformément aux dispositions de l'article L.6327-3 du code de la Santé Publique la gouvernance de l'association susvisée assure une représentation équilibrée des acteurs des secteurs sociaux, médicosociaux et sanitaires, intégrant notamment des représentants des usagers, du conseil départemental et des communautés professionnelles territoriales de santé.

Les activités de l'association ETAP-SANTE se structurent autour de projets :

- DAC-La Réunion
- ETP-La Réunion
- Expertise pédiatrique

3. Moyens mis en œuvre

Pour mener à bien ses missions, l'association ETAP-SANTE est financée par le biais d'une subvention principale octroyée par l'Agence Régionale de la Santé de la Réunion (ARS) au travers d'une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens.

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et des règlements ANC N°2014-03, relatif au Plan Comptable Général, et N°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif (en tenant compte de tous les règlements les modifiant à ce jour dans leurs versions consolidées).

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice comptable s'est étendu sur 12 mois, du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Principales méthodes comptables retenues :

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- - continuité de l'exploitation,
- - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- - indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2022-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03 et 2018-06.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2.2 Changements comptables

Changement de réglementation comptable

Conformément à l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'association a opéré un changement de méthode comptable conformément à la réglementation applicable pour l'exercice 2025.

A ce titre, le changement de réglementation appliqué de manière prospective impacte la présentation des comptes de la manière suivante :

- Retraitement des éléments entrant dans le résultat exceptionnel avant l'application du Règlement en résultat courant;
- Suppression de la technique de transferts de charge qui ont été comptabilisés conformément à la nouvelle réglementation en vigueur

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Informations relatives à l'actif

3.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée le cas échéant dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.

- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes suivantes :

- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans

Mobilier : 10 ans

1. Tableau des immobilisations – Cadre général

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	13 573		488	13 085
Immobilisations corporelles	228 880	6 085	22 924	212 041
Immobilisations financières	42 253	1 873	10 823	33 303
TOTAL	284 707	7 959	34 236	258 430

2. Tableau des amortissements – Cadre général

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	13 529	43	488	13 085
Immobilisations corporelles	167 862	20 593	19 632	168 823
Immobilisations financières				
TOTAL	181 391	20 636	20 120	181 908

3. Tableau des dépréciations

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	4 815		4 815	
Stocks et en-cours				
Créances	12 829		12 829	
TOTAL	17 644		17 644	

3.1.2 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	29 093		29 093
Créances de l'actif circulant	319 932	319 932	
Charges constatées d'avance	13 757	13 757	
TOTAL	362 782	333 689	29 093

3.2 Informations relatives au passif

3.2.1 Provisions et passifs éventuels

1. Provisions

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice
Provisions pour risques	214 180	-
<i>dont provisions pour litiges</i>	-	-
<i>dont provisions pour garanties données aux clients</i>	-	-
<i>dont provisions pour amendes et pénalités</i>	-	-
<i>dont provisions pour pertes de change</i>	-	-
<i>dont provisions pour pertes sur contrats</i>	-	-
<i>Dont autres provisions pour risques</i>	214 180	-
Provisions pour charges	-	-
<i>dont engagements de retraite et avantages similaires</i>	-	-
<i>dont provisions pour restructurations</i>	-	-
<i>dont provisions pour impôts</i>	-	-
<i>dont provisions pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires</i>	-	-
<i>dont provisions pour gros entretien ou grandes révisions</i>	-	-
<i>dont provisions pour remise en état</i>	-	-
<i>Dont autres provisions pour charges</i>	-	-
TOTAL	214 180	-

Rubriques	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
	Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques	-	214 180	-
<i>dont provisions pour litiges</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour garanties données aux clients</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour amendes et pénalités</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour pertes de change</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour pertes sur contrats</i>	-	-	-
<i>Dont autres provisions pour risques</i>	-	214 180	-
Provisions pour charges	-	-	-
<i>dont engagements de retraite et avantages similaires</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour restructurations</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour impôts</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour gros entretien ou grandes révisions</i>	-	-	-
<i>dont provisions pour remise en état</i>	-	-	-
<i>Dont autres provisions pour charges</i>	-	-	-
TOTAL	-	214 180	-

3.2.2 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées				
Fournisseurs et comptes rattachés	221 159	221 159		
Autres dettes	388 098	388 098		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	609 257	609 257		

3.2.3 Variation des fonds propres

1. Variation des fonds propres

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation	
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-			-	
Réserves	142 464	-	-	-	
Report à nouveau	80 606	-126 949	-	123 000	
Excédent ou déficit de l'exercice	-126 949	126 949	-	-	-
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-			-	
Provisions réglementées	-			-	
TOTAL	96 121	-	-	123 000	-

	Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-
Écarts de réévaluation	-		-
Réserves	-		142 464
Report à nouveau	-		76 656
Excédent ou déficit de l'exercice	-744	-	-744
Dotations consommables	-	-	-
Subventions d'investissement	-		-
Provisions réglementées	-		-
TOTAL	-744	-	218 377

3.2.4 Variation des fonds dédiés

Projets	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont rembour- sements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux - Fonds dédiés							
ETP18 - Logiciel	9 094					9 094	
DAC	44 487					44 487	44 487
DAC	7 255					7 255	7 255
ETP	33 936					33 936	33 936
DAC	36 667					36 667	
PEDIA	25 694		25 694			0	
EX-REUCARE			116 889		560 708	443 819	
DAC 2022					144 880	144 880	
ETP 2023					223 014	223 014	
DAC 2024					256 435	256 435	
DAC 2025		265 857				265 857	
ETP 2025		113 488				113 488	
PEDIA 2025		125 942				125 942	
NPE 2025		54 651				54 651	
SI 2025		28 318				28 318	
Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux -							
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes							
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public							
	157 133	588 255	142 583		1 185 037	1 787 842	

En 2025, des fonds dédiés à reporter ont été constatés à la clôture pour un montant total de 1 185 036,62 €, sans passage par le compte 689x. Ils se décomposent comme suit :

- 560 708,28 € correspondant à des fonds dédiés non utilisés au 31/12/2022 par l'association REUCARE, comptabilisés en « 44190200 – subventions à rendre », en l'absence de fléchage à l'ouverture au 01/01/2022 ;
- 144 880,15 € constatés en subventions à rendre à la clôture 2022, au titre d'un reliquat de la subvention ARS Réunion (réf. ARSR/DRGOS/2022/N°7 du 09/05/2022, d'un montant de 1 978 243 €) relative au financement du DAC ;
- 223 013,65 € constatés en subventions à rendre à la clôture 2023, au titre du reliquat de la subvention ARS Réunion (réf. ARSR/DATPS/2023/N°95 du 14/12/2023, d'un montant de 400 710 €) relative aux programmes d'Éducation Thérapeutique (ETP) ;
- 256 434,54 € issus d'un montant initial de 379 434,54 € constaté en subventions à rendre à la clôture 2024, au titre du reliquat de la subvention ARS Réunion (réf. ARSR/DATPS/2024/N°07 du 12/12/2024, d'un montant de 3 030 329 €) relative au financement du DAC.

À l'issue du dialogue de gestion du 20 juin 2025 entre l'association ETAP SANTÉ et l'Agence Régionale de Santé, cette dernière a autorisé l'inscription de ces montants en fonds dédiés.

3.3 Informations relatives au compte de résultat

3.3.1 Précisions relatives à certains éléments

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

1. Produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice

Produits à recevoir	Montants
Fournisseurs - Avoir à recevoir	325
-	-
-	-
-	-
-	-
TOTAL	325

Charges à payer	Montants
Fournisseurs-Factures non parvenue	85 925
Pel - Prov. Congés A Payer	95 569
Pel - Autres Charges A Payer	8 973
Org.Soc. - Csf/Prov. Congés A Payer	40 455
Org.Soc -Csf/Autres Charges A Payer	7 132
TOTAL	238 055

2. Produits et charges imputables à un autre exercice

Produits imputables	Montants
-	-
TOTAL	-

Charges imputables	Montants
Charges Constatées Avance Exploitat	13 157
TOTAL	13 157

3.3.2 Honoraires des commissaires aux comptes

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

	-C2A	-
Honoraires afférents à la certification des comptes	10 308	-
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	-	-
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	-	-
TOTAL	-	-

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

3.3.3 Concours publics et subventions

Nature	Libellé	Montant	Catégorie d'autorité administrative
Subvention d'exploitation	ARS - Agence Régionale de Santé	4 247 024	Etat
Subvention d'exploitation	ASP - Contrats Aidés	4 000	Etat
TOTAL		4 251 024	

3.3.4 Contributions volontaires en nature

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

	Montant
Contributions volontaires en nature	
Dons en nature	-
Prestations en nature	-
Bénévolat	840
TOTAL	-
Charges sur contributions volontaires en nature	
Secours en nature	-
Mises à disposition gratuite de biens	-
Prestations en nature	-
Personnel bénévole	840
TOTAL	-
SOLDE	-

-

Bénévolat :

Pour mener à bien ses missions, l'association s'appuie sur des bénévoles dont l'apport n'est pas valorisé comptablement.

L'estimation des heures de bénévolat a été effectuée par l'association ETAP-SANTE sur la base de l'engagement des membres libéraux, des membres usagers ainsi que des anciens présidents des associations convergentes composant l'administration de l'association.

Les principales contributions volontaires, effectuées à titre gratuit, dont bénéficie l'association ETAP-SANTE correspondent aux temps alloués par les bénévoles dans le cadre des réunions des instances (CA, AG et bureaux), des temps de concertation et enfin à des temps de participation à des groupes de travail.

Le tarif horaire a été fixé à 60 € et correspond au montant inscrit dans le règlement Intérieur de l'association dans le cadre de l'indemnisation des pertes de revenus générées par la participation aux groupes de travail.

Sur la base de ces éléments et du nombre d'heure de bénévolat au titre de l'exercice 2025 qui a été de 14 heures, la valorisation totale du bénévolat est estimée à 840 €.

3.3.5 Engagement de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 30 884 euros

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité légale de départ à la retraite.

Les droits évalués à la clôture s'élèvent à 30 884 €, charges patronales comprises (taux de 35%).

Modalités de calcul de l'indemnité de départ à la retraite

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Hypothèses de calculs retenues

- Taux d'actualisation : 3,60 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2024)

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

ETAP-SANTE

EDUCATION THERAPEUTIQUE APPUI PARCOURS

Association Loi 1901

Siège social : 2 Bis, rue D'Emmerez de Charmoy
97490 SAINTE-CLOTILDE

SIRET / APE : 909 483 745 00016 / 94.99Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2025

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

ETAP-SANTE

Exercice clos 31 décembre 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Paul, le 10 juin 2026

C2A, Commissaire aux Comptes



Sébastien ROBERT, associé